

N°1453

du 02  
JUILLET  
2021



# L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

EL HADJ ABASS  
BONFOH <sup>P.3</sup>



Le Président de la Paix s'en est allé

P.3

# TOGO-GHANA

## Différend frontalier à régler: après le maritime, le terrestre



Les présidents ghanéen et togolais saluant la foule à la frontière commune

C'est ce qui ressort des propos du ministre ghanéen de la Sécurité nationale, Albert Kan Dapaah, cité par le portail koaci.com. Le 25 juin 2021 à Accra, à la cérémonie de clôture de la septième réunion du comité technique conjoint chargé de trouver une solution pacifique au différend frontalier maritime entre les deux pays, l'officiel ghanéen a estimé qu'il est nécessaire de régler d'urgence les différends sur la frontière terrestre. Aussi a-t-il chargé la Commission des frontières du Ghana d'initier la création d'un comité technique foncier conjoint Ghana-Togo pour résoudre tous les problèmes à la frontière terrestre entre les deux pays. Kan Dapaah a exhorté la partie ghanéenne à y travailler avec acharnement et s'attend que des efforts soient faits "pour continuer à collaborer avec le Togo sur toutes les questions foncières afin qu'elles puissent également être résolues à l'amiable". Accra veut ainsi préciser la limite frontalière avec son voisin de l'Est, à la suite des plaintes enregistrées par les forces de sécurité, les autorités traditionnelles et les autorités locales du Ghana, et liées à des différends frontaliers ou fonciers.

P.6

# CONTROLE DES PRODUITS MARQUES

## Timide respect de la mesure

## Agenda

## Géants d'Afrique de Goha Atisso

Il n'a pas encore 25 ans, mais il est déjà sur les traces des plus grands. Autodidacte, Goha Atisso se fait connaître sur la scène de l'art contemporain locale et sous régionale avec ses sculptures monumentales de 2 à 4 mètres de hauteur. Surnommé le "sculpteur des géants", il faisait triompher le Togo dans la catégorie "meilleure sculpture" aux Oscars de la Créativité en 2019 en Égypte. Après la Suisse et l'Italie, il pose à nouveau ses œuvres au Togo, cette fois dans le parc de l'Institut français du Togo pour une exposition d'exception.

Pour "les Géants d'Afrique", il

choisit de convoquer les ancêtres pour impulser une renaissance de l'Afrique. Inspiré par les masques traditionnels africains et par le travail du sculpteur et performeur ivoirien Jems Robert Koko Bi, sa nouvelle exposition s'inscrit résolument dans une démarche contemporaine en associant au bois brut ou usé par l'homme et le temps, des matières comme le fer, l'aluminium, le bronze ou le cuivre.

Institut Français du Togo  
8 JUIL. / 8 OCT. - PARC DE L'INSTITUT FRANÇAIS DU TOGO | VERNISSAGE LE JEUDI 08 JUILLET À 18H30 RÉSERVATION AU 22 53 58 00



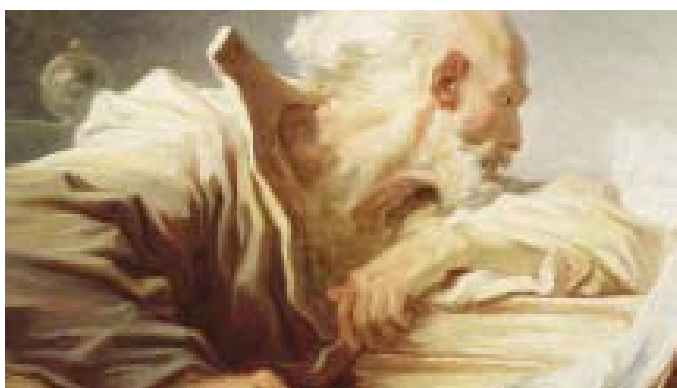
## Arts plastiques

## Un Fragonard s'envole à 7,68 millions d'euros aux enchères

Ce chef-d'œuvre de Fragonard représentant un "Philosophe lisant" a été récemment exhumé par un commissaire-priseur à l'occasion d'un inventaire de succession. Un chef-d'œuvre de Fragonard représentant un Philosophe lisant a été vendu aux enchères samedi 26 juin pour 7,68 millions d'euros à Epervain (Marne). L'œuvre était tombée dans l'oubli pendant plus de deux cents ans avant d'être récemment exhumée par un commissaire-priseur.

Réalisée entre 1768 et 1770, dans la "période la plus virtuose" de cet artiste emblématique du XVIIIe siècle,

la toile ovale, de 45,8 centimètres sur 57, a été mise en vente à 1 200 000 euros, à l'occasion d'une vente organisée par la maison Enchères Champagne. La peinture a finalement été adjugée pour 6 300 000 euros, soit un prix total de 7 686 000 euros avec les frais d'achat (22 %). Fragonard est l'un des cinq grands monstres sacrés de la peinture française du XVIIIe siècle. Le tableau, qui représente un philosophe chauve à la barbe blanche assis et lisant un imposant ouvrage, est alors authentifié par le cabinet Turquin, spécialisé dans les peintures anciennes. Interrogé par l'Agence



France-Presse, l'expert Eric Turquin souligne "l'exécution brillantissime [qui est celle de] Fragonard, très rapide, très légère". Une légèreté "qui est l'esprit des Lumières".

## Bande dessinée

## Keanu Reeves dans BRZRKR, en mars 2022 chez Delcourt

Avec BRZRKR, Keanu Reeves a fait une entrée fracassante dans le monde de la bande dessinée. Précédé par sa popularité et ses rôles dans Matrix, John Wick ou le jeu vidéo Cyberpunk 2077, il avait battu des records de vente pour BRZRKR chez Boom! Studios, aux États-Unis. En France, la BD sera publiée par Delcourt, à partir de mars 2022.

Pour son entrée réussie dans le domaine de la bande dessinée, Reeves n'a pas fait appel à n'importe qui : il cosigne le scénario avec Matt Kindt (Folklords, Mind MGMT), sur des dessins signés Ron Garney

(Captain America). Les couleurs, elles, sont de Bill Crabtree (la saga Invincible, notamment).

"Le résultat est un récit sombre, violent, addictif, mis en scène de main(s) de maître, qui signe la naissance d'un nouveau personnage culte", assure l'éditeur français Delcourt.

La série, composée de trois tomes de 128 pages, sera publiée en langue française à partir de mars 2022 par les Éditions Delcourt. La traduction sera assurée par Lucille Calame (Folklords, Walking Dead, Star Wars...).

Le récit de BRZRKR suit un guerrier, un Berzerker, qui exécute des travaux particulièrement dangereux pour le compte du gouvernement américain. En échange de quoi il obtiendra la vérité sur sa propre existence...

En février dernier, Bleeding Cool indiquait que plus de 600.000 exemplaires du numéro 1 de BRZRKR avaient été commandés par les comic shops, preuve d'un certain engouement du secteur pour le projet...

Le projet a été financé sur la plateforme Kickstarter, par l'intermédiaire d'un financement participatif.



## Justice / États-Unis

## La condamnation de l'acteur Bill Cosby pour agression sexuelle annulée

Considéré comme l'incarnation du père idéal dans son show télévisé, l'acteur Bill Cosby, l'un des premiers Afro-Américains à percer sur le petit écran, a été accusé par une soixantaine de femmes d'agressions sexuelles et parfois de viol, couverts par la prescription. La Cour suprême de Pennsylvanie a annulé ce mercredi

30 juin la condamnation pour agression sexuelle du comédien Bill Cosby, une décision qui représente un camouflet pour le mouvement #MeToo.

"Les condamnations et les peines infligées à Bill Cosby sont annulées et il doit être libéré", a écrit la haute juridiction de l'État à la fin d'un long arrêt de 79 pages. Âgé de 83 ans, le créa-

teur de la série "The Cosby Show" est détenu depuis sa condamnation, en septembre 2018, à de la prison ferme pour avoir drogué et agressé sexuellement Andrea Constand, une femme qu'il avait invitée à son domicile en 2004.

Dans sa décision, la Cour suprême rappelle que le premier procureur en

charge du dossier avait décidé de ne pas le poursuivre au pénal, tout en l'incitant à témoigner dans une procédure au civil intentée par la plaignante.

La condamnation de Bill Cosby était considérée comme la première de l'ère #MeToo et une victoire dans la lutte contre les violences sexuelles visant les femmes.

## People / Justice

## Britney Spears reste sous la tutelle de son père

La chanteuse est sous tutelle de son père depuis 2008 et sa descente aux enfers médiatisée. "Je ne suis pas heureuse", avait-elle confié au tribunal.

Le calvaire continue pour Britney Spears, qui va rester sous la tutelle financière de son père. La juge californienne Brenda Penny a rejeté la demande de la popstar de retirer Jamie Spears de cet accord judiciaire, mis en place en 2008 à

la suite de ses troubles psychologiques, rapportent ce jeudi 1er juillet plusieurs médias américains tels que "Variety" et NPR.

La décision de la Cour supérieure de Los Angeles fait suite à une demande déposée en septembre par l'avocat de Britney Spears, qui souhaitait que la société de gestion de patrimoine Bessemer Trust soit ajoutée à la tutelle et que le père

de la chanteuse, Jamie Spears, en soit écarté, rapporte CNN.

Cette décision intervient une semaine après que la chanteuse a témoigné devant la cour, estimant sa tutelle "abusive". "J'ai dit au monde que je suis heureuse et que je vais bien "mais" je suis traumatisée", avait ajouté l'artiste de 39 ans. "Je ne suis pas heureuse, je ne peux pas dormir. Je suis tellement en colère", avait-

elle insisté, assurant "pleurer tous les jours".

Sa mise sous tutelle n'a pas empêché l'artiste de rester active professionnellement : elle a sorti trois albums et a assuré une série de spectacles en résidence à Las Vegas, effectuant par ailleurs quelques apparitions dans des shows télévisés.

## AZIMUTS INFOS

## Un VPN, c'est quoi ?

## Et surtout c'est pour qui ?

On en entend souvent parler dans des vidéos sponsorisées ou les bons plans des "French days", les VPN ont la cote. Ces réseaux privés offrent de nombreuses fonctionnalités utiles pour celles et ceux qui veulent utiliser internet en toute sécurité et sans restriction de frontières.

Mais concrètement, un VPN c'est quoi ? Revenons sur les fondamentaux de ces réseaux privés : leur utilité, les points forts et leur coût pour expliquer la raison d'être de ces serveurs distants destinés à protéger les internautes...

## À qui s'adressent ces réseaux privés ?

À toutes les personnes qui souhaitent augmenter la sécurité de leurs activités via internet ! Beaucoup de particuliers optent pour un VPN afin de protéger leurs informations personnelles ou pour contourner les censures géographiques. Mais les professionnels peuvent eux aussi bénéficier de cette technologie qui garantit l'intégrité de leur réseau d'entreprise ainsi que la protection de toutes les données sensibles relatives au développement de leur activité.

## Un VPN peut-il améliorer la sécurité de votre ordinateur ?

Oui ! Enfin... pour être plus précis, le VPN permet d'obtenir d'une connexion chiffrée qui offre un haut niveau de confidentialité. L'utilisation d'internet devient alors intracçable, ce qui réduit le risque de cybercriminalité ainsi que le vol de données personnelles (informations de santé, coordonnées bancaires etc.). En optant pour un réseau privé, votre ordinateur se connecte à un serveur distant qui rend vos activités en ligne ainsi que votre historique de navigation totalement anonymes. C'est un excellent moyen de se prémunir des cyberattaques qui ne faiblissent pas.

D'ailleurs, dans son rapport d'activité pour l'année 2020, le site cybermalveillance.gouv.fr a publié quelques chiffres : pas moins de 105.000 personnes ont demandé assistance sur la plateforme à la suite de suspicions d'hameçonnage, de piratage, de faux support technique ou encore de rançongiciels !

Est-ce possible de regarder des séries qui ne sont pas sorties en France ?

C'est l'un des autres avantages du VPN : l'abolition des frontières pour naviguer sur des sites inaccessibles depuis la France. Et bien entendu, cela concerne aussi les services de streaming qui permettent de découvrir de nouveaux contenus audio-visuels que l'on ne retrouve pas dans les catalogues français. Netflix, Disney+, HBO... Autant de services qui deviennent accessibles. Il suffit dans ce cas de choisir la localisation virtuelle du pays souhaité lors de votre connexion avec le VPN.

## Est-ce payant ? Si oui, est-ce cher ?

Il existe des VPN gratuits mais, pour ces offres d'entrée de gamme, le niveau de sécurité ou les fonctionnalités restent modérées. Cependant, la souscription d'un VPN payant n'est pas excessivement cher si l'on considère toute la tranquillité d'esprit et la confidentialité qu'assure son utilisation. La vitesse de chargement ainsi que le nombre de serveurs disponibles sont aussi des points forts des VPN payants !

Pour moins de 10 € par mois, vous vous assurez d'une connexion fiable et sécurisée qui vous évitera bien des mauvaises surprises.

## Est-ce compliqué à installer ?

On pourrait penser que, compte tenu de ses fonctionnalités techniques, le paramétrage du VPN serait complexe, mais non. L'étape 1 consiste à souscrire à l'offre qui vous correspond : tarifs, options, nombre de connexions simultanées. Il suffit ensuite d'installer ou de télécharger le logiciel pour pouvoir l'utiliser sur votre ordinateur, votre tablette ou votre smartphone et de suivre les étapes de configuration pas à pas.

Pour le lancement, il faudra sélectionner le pays de connexion en fonction de vos besoins et c'est tout ! Dès lors, toutes vos activités passeront par la connexion VPN et seront donc anonymes à 100 %.



Bi-hebdomadaire togolais  
d'informations et d'analyses

Récupéré N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Impression  
Groupe de presse L'Union

Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication  
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction  
Jean AFOLABI

Rédaction  
Sylvestre D.  
Hervé AGBODAN  
Maurille AFERI  
Pater LATE  
Kossiwa TCHAMDJA  
Koffi SOUZA  
Alan LAWSON  
Abel DJOBO

Service photographie  
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature  
LAWSON Laté

Graphisme  
Guillaume BOGLA

# TOGO-GHANA

## Différend frontalier à régler: après le maritime, le terrestre

Laté Pater

C'est ce qui ressort des propos du ministre ghanéen de la Sécurité nationale, Albert Kan Dapaah, cité par le portail *koaci.com*. Le 25 juin 2021 à Accra, à la cérémonie de clôture de la septième réunion du comité technique conjoint chargé de trouver une solution pacifique au différend frontalier maritime entre les deux pays, l'officiel ghanéen a estimé qu'il est nécessaire de régler d'urgence les différends sur la frontière terrestre. Aussi a-t-il chargé la Commission des frontières du Ghana d'initier la création d'un comité technique foncier conjoint Ghana-Togo pour résoudre tous les problèmes à la frontière terrestre entre les deux pays. Kan Dapaah a exhorté la partie ghanéenne à y travailler avec acharnement et s'attend que des efforts soient faits «pour continuer à collaborer avec le Togo sur toutes les questions foncières afin qu'elles puissent également être résolues à l'amiable». Accra veut ainsi préciser la limite frontalière avec son voisin de l'Est, à la suite des plaintes enregistrées par les forces de sécurité, les autorités traditionnelles et les autorités locales du Ghana, et liées à des différends frontaliers ou fonciers.

Il se dit que la limite au niveau de certaines bornes frontalières est à



préciser. C'est la Commission des frontières du Ghana qui annonce avoir découvert que la frontière entre les deux pays serait floue. Et en avril 2021, elle a commencé un audit de la frontière terrestre avec le Togo pour aider à éviter, dans le futur, tout différend foncier majeur entre les deux pays. La frontière entre le Ghana et le Togo s'étend sur une distance de 1 098 kilomètres, du tri-point (un point de la surface de la terre où trois limites administratives se rejoignent) avec le Burkina Faso au nord jusqu'à l'Océan atlantique au sud.

Il faut noter que, du 22 au 25 juin 2021 à Accra, le Togo et le Ghana ont poursuivi les négociations en vue

de la délimitation claire de leurs frontières maritimes communes. Les discussions ont débuté en 2018 et c'était la septième réunion. A la fin, le Togo a accepté d'examiner, par ses experts, le tracé de la ligne de démarcation provisoire proposée par son voisin. Avant la huitième réunion prévue du 27 au 30 juillet 2021 à Lomé. Les deux parties se sont aussi accordées et ont adopté le relevé des conclusions du dernier round des discussions (du 23 au 25 mars 2021 à Lomé) et le rapport sur les coordonnées de la première borne frontière terrestre appelée 'Pilier S1'. En mars, on a fini par parler d'arrangements provisoires et le Comité tech-

nique de négociation de la délimitation des frontières maritimes entre le Togo et le Ghana avait convenu d'identifier la zone transfrontalière maritime faisant l'objet de dispute entre les deux pays et de prendre en compte les domaines notamment les patrouilles mixtes, la pêche, la recherche et l'exploration non invasive, les recherches minières, la navigation maritime et les questions environnementales dans les arrangements provisoires.

Selon l'agenda adopté, les négociations devront aboutir en novembre 2021 avec un accord définitif de délimitation incluant toutes les zones de discorde.

## EL HADJ ABASS BONFOH, Le Président de la Paix s'en est allé

L'ancien Président de la République togolaise, ancien Président de l'Assemblée nationale, son Excellence El Hadj Abass BONFOH a tiré sa révérence dans la nuit du mardi 29 au mercredi 30 juin 2021 des suites d'un court malaise. Un deuil national !

Eric J.

«Un mardi fatal, ooh mon Dieu!». C'est en ces termes qu'un imminent Officier supérieur des Forces armées togolaises s'est exclamé ce mercredi matin à 6h en apprenant le décès du Président El Hadj Abass BONFOH. La stupéfaction était à son comble lorsque la famille se retrouvait aussitôt dans la maison du jeune frère, le Colonel Bouraima BONFOH. Les cris, les pleurs, les murmures de douleurs...ne suffisaient pas aux membres de cette noble famille Bassar de Kabou pour exprimer leur état d'âme devant le drame qui venait de les frapper. Logiquement, chacun essayait de cal-

mer l'autre, mais le nom de désormais « Feu Abass » revenait à répétition comme pour demander «pourquoi tu nous as fait ça ?». Question légitime, certes, mais, malheureusement, la mort n'avertit personne.

«C'est avec une profonde émotion et une grande affliction que nous avons appris le décès de EL Hadj Abass Bonfoh, ancien Chef d'Etat, ancien président de l'Assemblée Nationale, décès survenu dans la nuit du mardi 29 juin au mercredi 30 juin 2021 dans son village natal.

En cette douloureuse circonstance, le Président de la République SEM. Faure Essozimna Gnassingbé tient à rendre un hommage appuyé à cet illustre homme d'Etat qui a occupé de hautes charges à un moment crucial de la vie de notre pays.

Avec sa disparition, le Togo perd un de ses dignes et valeureux fils dont l'engagement sans faille, le patriotisme, le don de soi ont toujours guidé ses actions au service de son pays.

Le Président de la République exprime, au nom du peuple togolais ses condoléances les plus attristées à la famille éplorée.

La famille éplorée a également les condoléances de toute la rédaction de L'UNION. Que la terre soit légère à l'oncle-papa de Farida BONFOH.

Cher Papa, Repose en paix !



mer l'autre, mais le nom de désormais « Feu Abass » revenait à répétition comme pour demander «pourquoi tu nous as fait ça ?». Question légitime, certes, mais, malheureusement, la mort n'avertit personne.

L'information s'est vite répandue dans le pays telle une trainée de poudre et les téléphones n'arrêtaient de sonner avec toujours le même questionnement : «est-ce vrai ?». Et, oui, c'est vrai le Président Abass BONFOH a rejoint le monde des morts contre toute attente. Car, selon les informations recueillies auprès de la famille, le sportif patiné s'était rendu, comme à ses habitudes, au champ ce mardi matin. Du coup, rien ne présageait à un décès prématuré de cet homme «Humble, très affable, un Président de l'Assemblée nationale rassembleur», comme l'a décrit un ancien député à l'Assemblée nationale, pour juste un mal de cœur. Ce dernier n'est que le reflet de l'ensemble des députés ayant officié sous le Président BONFOH à l'hémicycle. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'il a fait l'unanimité pour conduire la transition du 25 février

«C'est avec une profonde émotion et une grande affliction que nous avons appris le décès de EL Hadj Abass Bonfoh, ancien Chef d'Etat, ancien président de l'Assemblée Nationale, décès survenu dans la nuit du mardi 29 juin au mercredi 30 juin 2021 dans son village natal.

En cette douloureuse circonstance, le Président de la République SEM. Faure Essozimna Gnassingbé tient à rendre un hommage appuyé à cet illustre homme d'Etat qui a occupé de hautes charges à un moment crucial de la vie de notre pays.

Avec sa disparition, le Togo perd un de ses dignes et valeureux fils dont l'engagement sans faille, le patriotisme, le don de soi ont toujours guidé ses actions au service de son pays.

Le Président de la République exprime, au nom du peuple togolais ses condoléances les plus attristées à la famille éplorée.

La famille éplorée a également les condoléances de toute la rédaction de L'UNION. Que la terre soit légère à l'oncle-papa de Farida BONFOH.

Cher Papa, Repose en paix !

## POLITIQUE / DÉCLARATION DU PARTI UNIR

### «Une forme de chantage» d'un parti à la CNAP !

Late Pater

Lomé, 30 juin 2021 - Ce jour marque le deuxième anniversaire des dernières consultations locales dans notre pays, qui ont permis de doter le Togo de conseils municipaux élus. Ce processus de décentralisation est appelé à se consolider avec la tenue des élections régionales, dont les résultats viendront compléter l'architecture des collectivités territoriales prévues par la constitution en vigueur.

Ainsi, depuis le mois de janvier 2021, des discussions sont engagées entre plusieurs partis politiques de toutes tendances, dans le cadre de la concertation nationale des acteurs politiques (CNAP), sous l'égide du ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires. Le parti Unir salue cette initiative du gouvernement qui reflète l'approche inclusive et consensuelle de la vie politique de notre pays par Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, Président de la République, Président de notre grand parti.

Il est constant que la concertation et le dialogue sont au cœur de la vie institutionnelle et politique de notre pays, ainsi qu'en témoignent à suffisance la pratique d'un débat politique apaisé et l'importance du chantier de la réconciliation et du renforcement de l'unité nationale depuis plusieurs années. C'est dans cette optique que le parti Unir a accueilli avec une grande satisfaction l'initiative volontariste de la CNAP, dont le

caractère inclusif et la grande diversité des questions abordées constituent un gage supplémentaire de la volonté du chef de l'État de nourrir la démocratie togolaise des apports de toutes les tendances politiques. Dans ces circonstances où les conditions sont créées pour permettre aux acteurs de contribuer sereinement à la consolidation de la démocratie participative dans notre pays, il est préoccupant de noter qu'un parti politique associé aux discussions politiques dès la mise sur pied de la CNAP opte, depuis plusieurs semaines, pour une politique de la chaise vide dont les effets ne sont malheureusement que trop connus de nos compatriotes. Plus encore, les récentes prises de positions épistolaires et médiatiques de ce parti sont caractérisées par une absence de cohérence qui ne semble pas de bon augure pour la poursuite harmonieuse des concertations qui étaient pourtant bien engagées et semblaient devoir permettre aux parties prenantes d'entériner des avancées saluables.

Tout en demeurant attaché au dialogue politique dans un esprit constructif et patriotique, privilégiant la cohésion et cultivant la confiance, le parti Unir ne saurait occulter le risque d'une résurgence malencontreuse de ces habitudes et pratiques de tergiversation et de radicalisme qui s'apparentent davantage à une forme de chantage qu'à un véritable exercice démocratique conduit dans l'intérêt général.

Le parti Unir, prenant la mesure de la responsabilité des partis membres de la CNAP au regard de ses objectifs, en appelle au sens patriotique de tous.

Les positions divergentes peuvent exister dans un cadre d'échanges républicain, sans pour autant être prétexte à renoncer aux discussions. Au contraire, elles doivent constituer des points d'attention à aborder par l'ensemble des acteurs en vue de dégager des solutions consensuelles.

Pour l'amour de la patrie et dans l'intérêt général, le parti Unir forme le vœu que l'assiduité observée jusqu'alors aux séances de la CNAP prévale en lieu et place de cet absentéisme observé de la part d'un parti politique et de cette propension à porter le dialogue hors des cadres dédiés à cet effet, au mépris des règles de fonctionnement adoptées par tous. Il est primordial de faire triompher notre capacité commune à transcender les divergences pour nous retrouver autour de l'essentiel : le Togo, sa construction et son développement.

Le parti Unir reste confiant que le sens élevé du devoir guidera l'ensemble des participants à la CNAP afin de donner corps à la vision de Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, Président de la République, Président de notre grand parti, qui a si justement déclaré que «le dialogue et la concertation sont nos meilleurs alliés» dans la marche de notre pays vers une

société harmonieuse, juste et démocratique.

Dans le contexte actuel marqué par l'impact de plusieurs crises systémiques sur la vie socioéconomique dans tous les pays, le parti Unir en appelle au sens de responsabilité des acteurs politiques togolais afin que tous s'attachent à l'apaisement et à la cohésion sociale pour consolider la résilience de notre pays et favoriser la relance de la croissance. Il exhorte le gouvernement à intensifier les efforts dans le sens de la protection des couches les plus vulnérables de la population, du renforcement de l'inclusion et de l'harmonie sociales et la consolidation de la paix. Il invite l'ensemble de ses militants et la population tout entière à cultiver les valeurs de civisme et à rester mobilisés pour la préservation des acquis nationaux qui ont vocation à être consolidés progressivement pour le mieux-être de tous.

Le parti Unir renouvelle ses hommages et ses déférentes considérations à son Président national, Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, Président de la République, pour sa politique méthodique et pragmatique qui a permis à notre pays de démontrer une capacité de résilience appréciable depuis le début de la pandémie.

Quand on est unis, on est forts !

Le Secrétaire Exécutif  
ATCHOLI Aklesso

A deux ans de son terme / Suivant des résultats bien fixés

## Le PAREC II fait son bilan et audit

Jean AFOLABI

Au Togo, près de 94% des enfants sont scolarisés au primaire et 120 000 élèves, en moyenne, entrent en sixième chaque année. Un tel accroissement des effectifs représente un défi majeur pour les collèges du pays qui manquent de structures d'accueil adaptées, de supports pédagogiques et d'enseignants professionnels bien formés. En outre, les disparités socio-économiques, régionales et de genre sont très importantes. La situation des filles au collège est, d'autre part, particulièrement préoccupante : seules 40% des collégiennes achèvent à l'heure actuelle le premier cycle du secondaire.

Ce constat a amené l'Agence française de développement (Afd) et le gouvernement à déployer un programme d'amélioration de l'accès à la scolarité, de la qualité de l'enseignement et de l'équité filles-garçons au collège ; ceci dans les deux régions les plus peuplées du Togo : Maritime et Plateaux. Cela s'appelle **Projet d'appui à la réforme des collèges (PAREC)**. Il a débuté le 18 mars 2014 ; prévu pour une durée de financement en deux (2) phases de quatre (4) ans (2014-2018 ; 2019-2023).

Le financement était destiné à contribuer au renforcement de la formation des enseignants, à la modernisation des programmes et à l'extension des capacités d'accueil. Un partenariat a été conclu avec Aide et Action et Plan International Togo pour impliquer les communautés dans la gestion des collèges et sensibiliser les communautés rurales à l'importance de scolariser les filles, fait remarque le partenaire financier. Le second financement, **PAREC II**, est une mise à l'échelle de la première phase avec un montant deux fois plus important, une augmentation significative du nombre de classes construites et une couverture territoriale qui s'étend également sur la région des Savanes. Entre 2014 et 2018, pour évoquer l'impact du projet, trente (30) collèges publics ont été équipés de salles de classe en dur, de latrines et de points d'eau. Le PAREC II, à terme, doit financer trois cent quatre-vingts (380) salles de classes supplémentaires dans quatre-vingt-douze (92) collèges publics, avec les équipements sanitaires. Les six (6) Ecoles normales d'instituteurs du pays sont renforcées ; plus de neuf mille (9 000) enseignants, inspecteurs et directeurs d'établissement ont bénéficié de formations continues. L'offre d'éducation secondaire a augmenté dans les régions les plus défavorisées et plus de quatre cent soixante-quinze (475) communautés ont été sensibilisées à l'importance de la scolarisation des filles.

Au ministère des Enseigne-



ments primaire, secondaire, technique et de l'artisanat (MEPSTA), on s'intéresse à la deuxième phase du projet PAREC. Sur le fonds de la subvention d'un montant de 15 millions d'euros pour financer la mise en œuvre des activités du Projet d'appui à la réforme des collèges, Phase II (PAREC II), le ministère de tutelle, maître d'ouvrage du Projet, a l'intention d'utiliser une partie pour effectuer des paiements autorisés au titre du contrat relatif à l'audit des comptes du PAREC II et de la passation des marchés pour compter du 1er septembre 2020 au 31 décembre 2024. Le choix d'un consultant est ainsi attendu à compter du 5 juillet prochain. Avec pour mission d'exprimer une opinion professionnelle indépendante, notamment si : les états financiers du Projet (du MEPSTA et des ONG) donnent une image fidèle dans tous leurs aspects significatifs, des dépenses effectivement engagées et des recettes effectivement perçues pour le Projet au cours de la période couverte par l'audit ; les fonds al-

loués au Projet sont, dans tous leurs aspects significatifs, utilisés (conformément aux conditions contractuelles applicables) ; les dépenses respectent les règles de bonne gestion financière, appréciées notamment au regard des critères d'éligibilité ; le système de contrôle interne mis en place et utilisé par le MEPSTA et les ONG afin de gérer les risques liés à la réalisation des objectifs du projet a été conçu de façon adéquate et a fonctionné efficacement au cours de la période auditée ; les marchés ont été passés conformément aux règles en vigueur et dans le respect des principes d'économie, d'efficacité, de transparence et d'équité, y compris le respect des diligences LCB/FT et ES. audit technique des constructions (possible en dernière année sur les travaux) afin de s'assurer que les marchés ont été exécutés conformément aux prescriptions techniques et selon les normes prévues.

La durée globale de la mission est d'environ 140 jours répartis sur toute la durée du projet.

Avec un complément de contribution de la BOAD

## La centrale solaire de Blitta étend sa puissance

Jean AFOLABI

La centrale solaire photovoltaïque nouvellement mise en service à Blitta, à 267 km de Lomé, va étendre sa puissance, de 30 à 50 MWC. Objectif : diversifier le mix énergétique et contribuer à la réduction de coûts de production de l'énergie au Togo. C'est ce à quoi va servir une contribution supplémentaire de 5 milliards de francs de la Banque ouest africaine de développement (Boad). L'enveloppe est approuvée par le Conseil d'administration de l'institution basée à Lomé, à sa 124<sup>ème</sup> session ordinaire le 25 juin dernier.

La Boad était, en effet, partante dans le projet solaire de Blitta avec une contribution de 12 milliards de francs, dont 7 milliards déjà avancés en décembre 2019. Le projet a pour objet le co-financement d'une centrale solaire photovoltaïque d'une puissance de 50 MWC, connectée au réseau, dans la ville de Blitta, dans la région Centrale. Sa mise en service, rappelle la Boad, permettra de : (i) assurer l'accès à l'électricité de 158 333 ménages supplémentaires et de l'usine d'égrenage de coton de Blitta dès l'année 2021 ; (ii) améliorer le taux d'électrification du pays en le faisant passer de 45% en 2018 à 60% en 2022 ; et (iii) contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations des localités concernées.

Erigée en 18 mois, cette centrale est le fruit d'une admirable synergie d'action entre les différents bailleurs de fonds, et l'Etat togolais. En effet, les travaux, démarrés en octobre



Le vice-président Moustapha Ben-Barka de la BOAD à l'inauguration à Blitta

2019, ont été achevés en mars 2021 pour un montant global de 35 803 MFCFA, avec une contribution de la BOAD qui s'établira à 12 000 MFCFA, dont 7 000 MFCFA déjà octroyés en décembre 2019 et 5 000 MFCFA en cours d'instruction, à mettre en place prochainement. Le projet est cofinancé par le Fonds d'Abu Dhabi pour le Développement (ADFD) et sa filiale Abu Dhabi Exports Office (ADEX), pour un montant total de 14 500 MFCFA, ainsi que par la Société AMEA POWER, pour un montant total de 9 032 MFCFA et par l'Etat togolais, à hauteur de 272 MFCFA.

Pour la Boad, selon son vice-président Moustapha Ben-Barka présent à la cérémonie de mise en service de la centrale le 22 juin dernier, le projet solaire de Blitta est en parfaite cohérence avec la nouvelle feuille de route qui dessine un plan stratégique « Togo 2025 », comportant deux projets majeurs au titre du

secteur de l'énergie : i) la poursuite de la politique d'électrification pour tous, avec l'extension du réseau et déploiement de systèmes décentralisés pour atteindre 75% d'électrification en 2025, soutenue par la mise en place du Fonds Electricité pour Tous, en ligne avec l'objectif d'accès universel à l'horizon 2030 ; et ii) l'augmentation de la capacité de production, de transport et de distribution d'électricité, à travers le développement de capacités de production durables et fiables, notamment dans le solaire et l'hydroélectrique, et renforcement correspondant du réseau de transport et de distribution.

Pour rappel, la BOAD a fait des énergies renouvelables l'une de ses priorités pour soutenir le développement durable de ses Etats membres, dont le Togo, au cours des prochaines années, comme en témoigne l'Axe 3 de son **Plan stratégique «DJOLIBA 2021-2025»**.

Elevage / Pour satisfaire la demande du marché togolais

## Des chèvres du Sahel pour améliorer la reproduction nationale

La croissance lente et les mortalités importantes des chevreaux djallonké, élevés en troupeau, ont amené le Programme national ovins caprins (PNOC) à entreprendre un métissage avec la chèvre du Sahel depuis 2006 ; ce qui a abouti à l'obtention des métis plus vigoureux et plus viables par rapport aux jeunes de la race pure djallonké, selon les observations du ministère de l'Agriculture, de l'élevage et du développement rural. «Aujourd'hui, le PNOC dispose en station (à Kolocopé, dans l'Anié) d'un noyau de chèvres reproductrices composées de métisses et de chèvres de race pure djallonké, pour pourvoir à la demande de plus en plus croissante

des reproducteurs améliorés sur le plan national», assure le ministre.

Le djallonké ou mouton nain de l'Afrique de l'ouest est un mouton à poils à queue mince élevé dans la partie sud de l'Afrique de l'ouest jusqu'en Afrique centrale pour sa viande. C'est la race ovine principale de cette région, et on le retrouve sous divers noms.

Au cours de la campagne 2020, le programme a organisé un cycle de reproduction pour renouveler ce noyau et produire des reproducteurs vigoureux, adaptés à la conduite au pâturage en troupeau dans le but de les diffuser dans les élevages. Les accouplements ont été organisés en sep-

tembre-octobre 2019 avec 15 chevres djallonké et 60 chèvres métisses à différents degrés de métissage. Deux boucs métis ont été affectés aux chèvres métisses et un bouc djallonké aux chèvres djallonké mises en lots. Les mises-bas ont eu lieu du 28 février au 15 avril 2020.

Les résultats de performances obtenus par le programme PNOC, en termes de paramètres de reproduction, du poids des chevreaux à la naissance et du gain moyen quotidien montrent que les chevreaux métis naissent plus vigoureux et sont plus viables au sevrage par rapport aux chevreaux djallonké. «Le gain de poids quotidien des chevreaux métis



est meilleur par rapport à ceux des chevreaux. L'utilisation de noyaux reproducteurs de chèvres métisses dans les élevages villageois permettrait d'améliorer la marge bénéficiaire des éleveurs», pense-t-on au Programme natio-

nal ovins caprins.

Durant la campagne 2020, le Programme a ainsi diffusé dans les élevages 20 chevrettes – composées de 8 djallonké et de 12 métis – et 41 boucs améliorateurs (10 djallonké et 31 métis).

Au Burkina / Bientôt l'appel d'offres de la première phase de 120 MW

## Un projet solaire et de stockage par batteries de 325 MW

Le conseil d'administration de la Banque mondiale a approuvé, le 21 juin, une enveloppe de 168 millions de dollars en faveur du Burkina Faso, dont 75 millions de dollars de l'Association internationale de développement (IDA) et 93 millions de dollars du Fonds pour les technologies propres (Clean Technology Fund, CTF). Les fonds

sont destinés au projet Solaire à large échelle et d'électrification rurale (Soleer). Dans le cadre de ce projet, la Banque mondiale soutient le Burkina pour «le lancement d'un appel d'offres compétitif de 325 MWh de solaire avec 335 MWh de batteries de stockage qui sera développé en plusieurs phases, avec une première phase de 120

MWc et 120 MWh de batteries de stockage qui sera lancée mi-2021", rapporte le portail spécialisé Energies Media.

D'après le chef d'équipe du projet à la Banque mondiale, Alexis Madelain, l'opération approuvée le 21 juin «va permettre au Burkina Faso de mobiliser plus de 400 millions de dollars d'investisse-

ments privés dans la production solaire et les systèmes innovants de stockage par batteries». Des ressources seront investies dans la modernisation du réseau pour permettre l'intégration de l'énergie solaire. Le projet cible par ailleurs l'électrification de 300 localités en zones rurales et le raccordement de 12 000 ménages, micro, peti-

tes et moyennes entreprises, écoles et centres de santé aux services d'électricité.

D'après les statistiques de la Banque mondiale, le taux d'accès à l'électricité au Burkina Faso était de 18,4% en 2019, l'accès en zones rurales étant encore beaucoup plus faible que ce taux.

## FOOTBALL/ CAF

## Anthony Baffoe démissionne de son poste de Secrétaire général adjoint

L'ancien international ghanéen Anthony Baffoe, a annoncé sa démission de son poste de secrétaire général adjoint de la CAF, pour des "raisons personnelles" à compter de la fin de ce mois, dans un communiqué publié sur le site officiel de l'instance dirigeante du football africain.

Hervé A.

Le ghanéen Anthony Baffoe, secrétaire général adjoint de la CAF en charge du développement du football a annoncé sa démission à l'issue d'une réunion en visioconférence avec, désormais, ses ex-collaborateurs. Baffoe a été désigné secrétaire général adjoint de la CAF en novembre 2017. Il a donc servi l'instance faïtière du football africain pendant plus de trois ans et demi.

"Je pars la tête haute car, avec votre soutien, nous avons franchi de nombreuses étapes et franchi de nombreux obstacles en ce qui concerne le développement et la promotion du football africain. En tant que premier footballeur à occuper un poste de direction aussi élevé, je suis convaincu que je ne serai pas le dernier. Mes collègues légendes, merci pour le soutien et ma famille d'avoir toujours été mon rock.", a déclaré Baffoe à la CAF.

Une décision prise il y a 3 mois Anthony Baffoe n'a pas révélé



les raisons de son départ. Il a juste indiqué que l'idée de quitter le navire trottait dans sa tête depuis bien longtemps.

"C'est une décision que j'ai prise il y a trois mois pour des raisons personnelles, a déclaré le dirigeant ghanéen. Le voyage, qui a commencé en novembre 2017, se termine tristement, lais-

sant place au début d'un nouveau voyage. Je me considère chanceux d'avoir servi la CAF et d'avoir été à l'avant-garde de l'administration du jeu sur le continent. Je suis reconnaissant au Comité exécutif de la CAF dirigé par Patrice Motsepe pour l'opportunité qui m'a été offerte, sans oublier l'ancien président de la CAF, Ahmad Ahmad, qui a vu le potentiel en moi."

Nommé secrétaire général adjoint de la CAF en 2017, Anthony Baffoe est un ancien footballeur international ghanéen. L'homme aux 16 sélections avec les Black Stars a notamment disputé la finale de la CAN 1992, perdue face à la Côte d'Ivoire.

## Gerson a signé à l'OM

Après de longues semaines d'attente, l'Olympique de Marseille a enfin annoncé l'arrivée de Gerson.

Après Konrad de la Fuente (19 ans, ex-FC Barcelone) mardi, l'Olympique de Marseille a officialisé ce jeudi l'arrivée de Gerson (24 ans, ex-Flamengo). Si les Phocéens avaient annoncé un accord de principe avec le club carioca depuis plusieurs semaines au sujet du transfert du milieu de terrain, les supporters marseillais attendaient avec impatience son arrivée à l'Orange Vélodrome.

C'est désormais chose faite. Les Olympiens viennent d'annoncer, via un communiqué officiel, la signature du Brésilien, qui, après être arrivé ce dimanche à Marseille en provenance de Rio de Janeiro, a passé ses examens médicaux avec succès ces dernières heures. "L'Olympique de Marseille est parvenu à un accord avec le club brésilien Flamengo, pour le joueur Gerson Santos da Silva. Après le succès de sa visite médicale, il s'est engagé avec le club olympien pour un contrat de 5 ans. Il est la deuxième recrue olympienne de ce mercato estival 2021", peut-on lire.

Double champion du Brésil (2019, 2020) et vainqueur de la Copa Libertadores (2019) avec le Mengão, l'Auriverde, qui portera le n° 8 des Ciel-et-Blanc, aura coûté près de 20 M€.

Le gaucher, qui a déjà évolué en Europe (à l'AS Roma et à la Fiorentina), tentera de montrer à Marseille les qualités qui font de lui depuis plusieurs mois un des joueurs les plus influents à son poste au Brésil. Jorge Sampaoli, qui a milité pour sa venue, n'attend que ça.

## Boîte aux lettres aux vainqueurs

L'héritage des Jeux de Tokyo s'annonce très visible dans les villes japonaises ayant un lien direct avec les athlètes médaillés. La Poste japonaise (Japan Post) a annoncé à l'occasion d'une conférence de presse que ses boîtes aux lettres, traditionnellement peintes en rouge, seraient remplacées par des modèles de couleur or dans tous les lieux liés aux champions olympiques et paralympiques des Jeux de Tokyo.

A chaque médaille d'or décrochée par le pays, une boîte aux lettres sera remplacée dans la ville natale ou celle du centre d'entraînement de l'athlète. Les nouveaux modèles afficheront le nom du médaillé, son sport et sa ville natale, en japonais, anglais et en braille. Pour les sports d'équipe, les noms des entraîneurs seront également inscrits. Les boîtes aux lettres seront installées avec l'accord des médaillés.

Elles resteront en place après les Jeux. Une telle initiative a été lancée pour la première fois à l'occasion des Jeux de Londres en 2012, où environ 110 boîtes aux lettres dorées ont été installées dans tout le pays par le Royal Mail Group, la poste britannique.

## Accord entre le PSG et Sergio Ramos !

Parti du Real Madrid, Sergio Ramos était libre comme l'air. Et le défenseur espagnol, très courtisé, va continuer sa carrière au PSG où il a trouvé un accord pour un contrat de deux ans.

Arrivé au Real Madrid en 2005 après avoir été formé au Séville FC, Sergio Ramos vient de refermer son chapitre madrilène. Seize ans après avoir découvert la Casa Blanca, le défenseur espagnol a décidé d'aller voir ailleurs cet été, lui qui était en fin de contrat. Rapidement, les médias européens multipliaient les rumeurs et le 25 juin dernier, nous vous annoncions en exclusivité que le principal concerné donnait sa priorité au PSG.

Après une saison 2020-2021 décevante, avec notamment une deuxième place en Ligue 1, le club de la capitale avait établi ses priorités pour le mercato, avec notamment un latéral droit et un milieu de terrain. Mais il y avait aussi besoin d'un défenseur central. Finalement, entre Raphaël Varane et Sergio Ramos, Leonardo et ses équipes ont fait leur choix. Et l'Espagnol aussi.

D'après les dernières informations de RMC Sport, le PSG et Sergio Ramos sont tombés d'accord pour une arrivée cet été. Le défenseur âgé de 35 ans, qui n'est pas à l'Euro 2020 avec l'Espagne, doit normalement parapher un contrat de deux ans, soit jusqu'en 2023. Tout s'est donc accéléré ces dernières heures.

Jeudi, le frère et agent du joueur René Ramos était sur Paris pour négocier avec les dirigeants du PSG. Des discussions qui se sont donc bien passées. Les Parisiens vont donc frapper un grand coup en recrutant Sergio Ramos qui, toujours selon RMC Sport, a refusé les offres de deux clubs anglais, dont un qui avait mis plus d'argent sur la table.

## EURO 2021

## L'OMS appelle à un meilleur suivi des spectateurs face au coronavirus

Alors que des centaines de cas ont été détectés chez des spectateurs de matchs de l'Euro 2021, l'Organisation mondiale de la santé demande aux villes-hôtes des derniers matchs du tournoi d'assurer un meilleur suivi de la circulation des spectateurs.

L'Euro 2021 est rattrapé par le coronavirus. Et lors d'un point presse organisé jeudi, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a appelé les villes-hôtes des derniers matchs du tournoi à assurer un meilleur suivi de la circulation des spectateurs, y compris avant leur arrivée et après leur départ du stade. "Nous avons besoin de regarder bien au-delà des stades eux-mêmes", a souligné Catherine Smallwood, une responsable de la branche européenne de l'OMS, interrogée sur les recommandations

face à la hausse des cas à Londres et Saint-Petersbourg.

La capitale britannique doit accueillir les demi-finales et la finale de l'Euro la semaine prochaine, alors que la deuxième ville russe sera le théâtre ce vendredi du quart de finale entre la Suisse et l'Espagne. Interrogé sur le risque que l'Euro ait joué ou joue le rôle de "supercontaminant", le directeur de l'OMS Europe Hans Kluge a répondu: "J'espère que non, mais je ne peux pas l'exclure". Plusieurs centaines de cas ont été détectés chez des spectateurs de matchs de l'Euro, notamment des Ecossais de retour de Londres, des Finlandais de retour de Saint-Petersbourg ou des spectateurs dans le stade de Copenhague qui se sont avérés porteurs du variant plus contagieux "Delta".



"Ce que nous devons regarder autour des stades c'est comment les gens s'y rendent, est-ce qu'ils se déplacent dans des convois de bus bondés ou est-ce qu'ils appliquent des mesures individuelles?", a poursuivi Catherine Smallwood. L'OMS Europe exhorte aussi à mieux suivre ce que les spectateurs peuvent faire "quand ils quittent le stade": "Vont-ils dans des bars ou dans des pubs très fréquentés?". L'OMS a plus globalement encouragé à la vigilance sur tous les grands rassemblements de l'été: "Ce que nous savons c'est que dans une situation de hausse des cas, des grands rassemblements peuvent jouer le rôle d'amplificateur en termes de transmission."

## ATHLETISME

## Le TAS renvoie Naser dans les cordes

Le verdict est tombé. Salwa Eid Naser, 23 ans, la championne du monde du 400 m en 2019, ne fera pas le voyage aux Jeux de Tokyo. L'athlète de Bahreïn a vu sa suspension de deux ans pour manquements à ses obligations de localisation antidopage confirmée par le Tribunal arbitral du sport (TAS).

La juridiction basée à Lausanne a donc mis fin, mercredi 30 juin, à un feuilleton d'une année. En juin 2020, l'Unité d'intégrité de l'athlétisme (AIU) a annoncé avoir suspendu provisoirement Salwa Eid Naser pour quatre manquements à ses obligations de localisation antidopage.

En cause, un formulaire de localisation mal rempli et trois contrôles manqués, le tout en moins de 12 mois. Mais en octobre 2020, le tribunal disciplinaire de World Athletics a estimé que le contrôle raté du 12 avril 2019 ne relevait pas de la responsabilité de l'athlète. Les autres manquements constatés n'entrant plus dans la période de 12 mois, la jeune athlète a été blanchie.

L'histoire aurait pu s'arrêter là et Salwa Eid Naser reprendre sa route, mais l'AIU a fait appel devant le TAS. Un appel dont le tribunal lausannois vient de donner une issue favorable. La championne du monde du 400 m est donc interdite de compétition pour deux ans.



Sa suspension est effective depuis le 30 juin, moins la période déjà effectuée à titre provisoire entre juin et octobre 2020. Salwa Eid Naser peut encore faire appel de la décision du TAS devant le Tribunal fédéral suisse, mais le temps de la procédure ne lui permettrait pas de participer aux Jeux de Tokyo.

## CONTROLE DES PRODUITS MARQUES

**Timide respect de la mesure**

Lutter contre le commerce illicite et faire la promotion de l'économie légitime sont entre autres raisons qui amènent l'Office Togolaise des Recettes, OTR, à mettre en place un Système automatisé de marquage des produits (Sam). Il fait l'objet de contrôle sur toute l'étendue du territoire à compter de ce 1<sup>er</sup> juillet, soit dix mois après son entrée en vigueur. L'Union a fait le tour de quelques supermarchés, supérettes et marchés de Lomé pour constater l'effectivité de cette mesure.

Eric J.

Si dans les grandes surfaces commerciales cette décision est prise au sérieux, certains gérants ou propriétaires de petits commerces trainent encore le pas en ce premier jour de démarrage des contrôles. Le grand constat fait sur le terrain est que les gérants des petits commerces ne connaissent pas, du moins pour la plupart, ce qu'est un produit marqué. Ils nous ont fait savoir qu'ils sont des revendeurs et non des grossistes, encore moins des fabricants des produits ciblés. De ce fait, ils estiment que ce contrôle doit s'effectuer auprès de

et des boissons de la Brasserie du Bénin et de la Société nouvelle de boissons, SNB. Par contre, les vins, les liqueurs, les jus de fruits, les champagnes, les tabacs et autres boissons importées et disposées dans des caisses ou dans les rayons ne portent pas la vignette de la marque sécurisée obligatoire de l'OTR.

A la société CHAMPBELL à Assivito et sur le boulevard circulaire à l'immeuble Fiata, on a remarqué une très grande partie des vins, champagnes et liqueurs convenablement marquée. Comme nous l'a confirmé le gérant, c'est la preuve de mise sur le marché de produits

quiets de l'arrivée imminente des agents de l'Otr.

Notons que pour effectuer ce contrôle, l'Otr a, depuis le lundi 28 juin dernier, mis à la disposition de ses agents et de ceux du ministère du commerce des kits composés de filtre optique et autres pour examiner l'authenticité des produits. L'opération de contrôle lancée officiellement hier jeudi 1<sup>er</sup> juillet cible les postes frontalières, les magasins et marchés. Elle va consister à vérifier si les produits marqués correspondent à ceux devant être mis à la consommation au Togo. En cas de fraude, tous les produits seront saisis automatiquement.

Le Système automatisé de marquage des produits va faciliter le suivi des produits concernés pour simplifier la collecte des taxes et améliorer dans l'intérêt du consommateur et de la santé, la sécurité et l'authenticité des produits concernés. Il servira aussi à promouvoir l'économie légitime, l'assurance de la traçabilité des produits concernés au Togo, afin d'identifier leur origine et leur légitimité. Le gouvernement compte sur ce système

pour maximiser les recettes et renflouer les caisses du trésor public en vue d'offrir une vie de qualité aux citoyens. Grâce à ce système, les produits illicites, les importations illégales, la fabrication et la vente des produits contrefaits seront supprimés. Il s'applique essentiellement aux articles devant être frappés de droit d'assise.

Le Togo devient ainsi le 1<sup>er</sup> pays dans l'espace UEMOA à appliquer cette mesure, véritable outil de lutte contre la contrebande et qui a déjà fait ses preuves dans d'autres pays tels que le Kenya et la Tanzanie.

et respectant les normes internationales de commerce légal.

De façon globale, dans la majorité des boutiques ainsi que sur les étalages dans les marchés, les produits concernés et ciblés par l'Office togolais des recettes, ne comportent pas de marque sécurisée. En rappel, il s'agit entre autres de l'eau, du vin, des spiritueux, de la bière et des cigarettes qu'ils soient importés ou produits localement. Des articles exposés à la vente par des commerçants qui ne semblent pas in-

milliards de dollars pour développer l'industrie pharmaceutique en Afrique, a précisé Adesina. «L'Afrique ne devrait pas mendier des vaccins. L'Afrique devrait produire des vaccins», a-t-il souligné. Ces derniers mois, le président de la Banque africaine de développement a publiquement insisté sur la nécessité de construire rapidement un système de défense sanitaire pour le continent, afin de faire face à la Covid-19 et aux pandémies à venir.

Cette année, la Banque a organisé ses Assemblées annuelles autour du thème «Renforcer la résilience des économies en Afrique après la Covid-19». La Banque a déjà déboursé 2 millions de dollars d'aide d'urgence au profit de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour renforcer les capacités de l'OMS en matière de prévention des infections, de dépistage et de gestion des cas. Elle a également accordé 28 millions de dollars aux Centres africains de contrôle

et de prévention des maladies (Africa CDC) pour financer un projet de réponse à la Covid-19. Ce projet renforcera la capacité à coordonner la réponse à la Covid-19 et aux futures épidémies dans toute l'Afrique.

Adesina a déclaré que la récente décision du Fonds monétaire international (FMI) d'émettre des droits de tirage spéciaux (DTS) offre une réelle opportunité de reconstruire en mieux et en plus vert et de s'attaquer de manière plus décisive aux problèmes d'endettement de l'Afrique. Les dirigeants africains avaient demandé à la Banque africaine de développement, lors d'un sommet à Paris en mai, de recevoir des DTS au nom des pays africains et de les rétrocéder sous forme de prêts aux banques publiques de développement africaines. Adesina a déclaré qu'il serait important d'en allouer une partie au rachat de la «dette très onéreuse» de l'Afrique due à des créanciers privés qui s'engageront auprès de la communauté internationale.

## COVID-19 / Pour certifier le statut des vaccinés

**Le Togo délivre un passeport vaccinal, infalsifiable**

Late Pater

Lomé, 28 juin 2021 - Conformément à la stratégie vaccinale, le Gouvernement togolais a lancé la délivrance d'un passeport vaccinal fiable, sécurisé et vérifiable, aux populations vaccinées avec le nombre de doses requises. Il s'agit d'un document officiel gratuit, infalsifiable, accessible à tous et attestant qu'une personne a complété sa vaccination contre la COVID-19. Il contient toutes les informations relatives à la vaccination d'une personne et est notamment doté d'un code QR unique contenant ces informations ainsi qu'une signature électronique qui rend le passeport vaccinal infalsifiable. Ce code QR permet l'authentification du passeport par les autorités compétentes. Toute personne ayant reçu la dose complète du vaccin peut obtenir le passeport vaccinal à partir du site web <https://vaccin.covid19.gouv.tg/certificat>. En disposant d'une connexion Internet, d'un ordinateur ou smartphone/tablette. Il est délivré en format numérique (fichier PDF) et peut être imprimé sur papier A4. Les

populations qui n'en ont pas pourront se rendre aux centres de santé afin de se faire aider dans l'obtention de leur passeport vaccinal en format papier.

Les détenteurs du passeport vaccinal pourront s'en servir à des fins de circulation (accès à certains endroits publics ou participation à des événements ou manifestations publiques, en toute tranquillité) ou de voyages internationaux en ce moment où la reprise des activités et le retour à la vie normale semblent imminents.

Le gouvernement a lancé la campagne de vaccination contre la COVID-19 le 10 mars 2021. Pour optimiser l'enrôlement de la population dans le programme de vaccination, une plateforme digitale d'enrôlement a été mise en place. Elle est accessible en ligne pour ceux qui ont accès à Internet sur <https://vaccin.covid19.gouv.tg> et hors-ligne par téléphone mobile via le menu USSD \*844#. À ce jour, plus de 300 000 personnes se sont enrôlées à travers cette plateforme. L'administration des deuxièmes doses est actuellement en cours.

A cette occasion, Cina Lawson, la

ministre de l'Économie numérique et de la transformation digitale a déclaré que «la délivrance du passeport vaccinal contre la COVID-19 contribue à l'atteinte des objectifs de la feuille de route gouvernementale qui vise la digitalisation de tous les secteurs économiques du pays. À l'instar des pays de l'Asie ou encore de l'Union européenne, ce passeport infalsifiable et vérifiable est une preuve de vaccination qui facilitera la circulation de nos citoyens vaccinés sur le territoire et à l'étranger». Son collègue de la Santé, de l'hygiène publique et de l'accès universel aux soins, Prof. Moustafa Mijiyawa, renchérit : «la plateforme de vaccination et le passeport vaccinal facilitent énormément la vie des acteurs de santé et de la population. Les nombreux projets de digitalisation en cours et envisagés au ministère de la Santé vont bénéficier des retours d'expérience sur la plateforme de vaccination. Cela démontre la nécessité d'utiliser les nouvelles technologies et de s'appuyer sur le digital pour améliorer notre système de santé».



Du vin marqué avec la vignette OTR

leurs pourvoyeurs. Encore qu'ils ne pourront qu'informer l'Otr des noms de leurs fournisseurs afin qu'ils soient contrôlés. À la question de savoir s'ils sont au courant du contrôle qui doit démarrer ce jour et des sanctions encourues en cas de non-respect de la mesure, ils sont pour la grande partie évasifs.

La descente dans deux grands supermarchés nous a permis de constater le début de marquage de produits objets de la mesure de l'OTR. Ainsi à Ramco et à Le Champion, certaines eaux embouteillées

## Sur le marché principal de la London Stock Exchange

**Des obligations de 350 millions de dollars bouclées avec succès par Ecobank**

LOME, Togo, 24 juin 2021/ — Ecobank Transnational Incorporated («ETI»), la société mère du Groupe Ecobank ([Ecobank.com](http://Ecobank.com)) basée à Lomé, vient de boucler avec succès l'émission de ses obligations Tier 2, conformes aux normes de développement durable d'un montant de 350 millions de dollars, sur le marché principal du LSE (London Stock Exchange, Bourse de Londres). Il s'agit, selon le groupe bancaire, de la première émission d'obligations Tier 2 conformes aux normes de développement durable d'une institution financière en Afrique subsaharienne.

Cette émission Tier 2 est la première en Afrique subsaharienne, en dehors de l'Afrique du Sud, à avoir une structure 10NC5 conforme à

Bâle III au format 144A/RegS et est à présent cotée sur le marché principal de la Bourse de Londres. Les obligations, qui arrivent à échéance en juin 2031, ont une option d'achat en juin 2026 et ont été émises avec un coupon de 8,75% et des intérêts payables semestriellement à terme échu. Un montant équivalent du produit net des obligations sera utilisé par ETI pour financer ou refinancer des actifs éligibles nouveaux ou existants tels que décrits dans le Cadre de Financement Durable d'ETI, disponible sur <https://bit.ly/35SNpa4> sur lequel DNV a émis une «Second Party Opinion».

Fort de ce succès, le groupe de Lomé a été convié le 24 juin dernier par la London Stock Exchange (LSE) à une cérémonie virtuelle

d'ouverture officielle de séance L'intérêt des investisseurs pour cette émission d'euro-obligations Sophomore a été mondial, englobant le Royaume-Uni, les États-Unis, l'Europe, le Moyen-Orient, l'Asie et l'Afrique, atteignant une sursouscription de 3,6 fois, soit plus de 1,3 milliard de dollars à son apogée.

«Le vif intérêt des investisseurs du monde entier pour notre émission reflète leur confiance dans la stratégie de Ecobank et notre engagement en faveur du financement durable. Nous remercions la Bourse de Londres d'avoir accueilli ETI (...) et nous nous réjouissons des gains apportés à toutes nos parties prenantes», a déclaré Ade Ayeyemi, Directeur général du Groupe ETI.

## Sur un appui humanitaire de la Banque africaine de développement

**Sortir la Guinée du risque de propagation d'Ebola**

Depuis la mi-février 2021, la Guinée est confrontée à une résurgence épidémique liée au virus Ebola, après la grande crise de 2014. Cette nouvelle épidémie survient dans un contexte marqué par la pandémie de Covid-19, qui pose des défis tant sanitaires que socioéconomiques à ce pays d'Afrique de l'Ouest. Le 3 juin dernier, le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement (Bad) a approuvé un don de 430 000 dollars à la Guinée afin de soutenir la lutte contre le risque de propagation de l'épidémie de fièvre hémorragique Ebola à travers le pays. L'appui de la Banque «per-

mettra de mettre à exécution les priorités du gouvernement guinéen dans sa réponse au virus Ebola prévues dans son plan de riposte afin de limiter les taux de mortalité et de morbidité liés au virus», affirme la Bad.

Le Projet d'aide humanitaire d'urgence permettra à la Guinée de renforcer ses capacités de diagnostic et de gestion des échantillons de six laboratoires régionaux. Ceux-ci bénéficieront des kits de collecte des échantillons, des réactifs et du matériel de prévention et de contrôle des infections. Quatre laboratoires régionaux recevront également des ap-

pareils GeneXPert et des séquenceurs génomiques ; et des biologistes seront formés au diagnostic du virus Ebola. Le plateau technique des laboratoires du pays sera ainsi renforcé en matière de surveillance génomique dans la riposte à Ebola.

Le projet contribuera aussi à améliorer, d'une part, la prévention et le contrôle des infections, et, d'autre part, la gestion des cas dans les établissements sanitaires ciblés et dans la communauté par la mise à disposition des équipements de protection individuelle ainsi que des équipements de triage, d'isolement et d'installation de prise en charge des cas.

## COVID-19 / Coup de gueule du président Adesina de la BAD

**«L'Afrique devrait produire des vaccins sur le continent»**

Le président du Groupe de la Banque africaine de développement, Akinwumi A. Adesina, a de nouveau exhorté les dirigeants africains à se concentrer sur la production de vaccins et leur mise à disposition pour le continent africain, alors que l'épidémie de Covid-19 continue de faire des victimes et de mettre à mal les économies et les moyens de subsistance. Adesina s'adressait aux dirigeants de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) lors d'un sommet spécial qui s'est tenu samedi 19 juin, quelques jours avant les Assemblées annuelles 2021 du Groupe de la Banque, du 23 au 25 juin. «L'Afrique a besoin de solutions qui l'aident à surmonter les moments très difficiles posés par la pandémie de Covid-19, a déclaré Adesina. Mais le rebond dépendra de l'accès aux vaccins».

La Banque africaine de développement soutiendra le continent dans le cadre du plan vaccins de l'Union africaine. Elle prévoit de mobiliser 3

## Société

## Le handicap n'est pas une fatalité

Etonam Sossou

Discriminées au quotidien dans leurs familles, quartiers, écoles ou universités, certaines d'entre elles ont peur du regard de la société. D'autres par contre, luttent, contre cette injustice, pour s'affirmer. Lorsque les voisins voient une fille s'avancer vers sa chambre, ils cessent momentanément leur activité pour observer. Une attitude qui fait sourire Flavien. «Je ne suis pas normal. Pour eux, je suis un homme à part, glisse-t-il dans un éclat de rire. Je n'ai pas le droit d'être aimé par une fille, car je n'ai pas de jambes». Ces voisins ne sont pas les seuls à voir en Flavien une «per-

sonne étrange». Promenez-vous un instant avec ce technicien de formation reconverti en cordonnier dans la rue. Essayez de pousser sa chaise roulante. Certains vendeurs ambulants s'arrêtent un instant pour vous regarder. Des conducteurs de mototaxi ou de voiture, de leurs véhicules, vous jettent un regard étonné. Flavien est habitué à cette réaction. Le jeune homme a fini par trouver «ça normal». Il confie, entre deux bouchées de pain, que depuis son enfance, il a compris qu'il était différent. Ses oncles et tantes le lui faisaient d'ailleurs comprendre.

«Lorsqu'ils venaient au village, ils nous apportaient des bonbons et biscuits. Au moment du partage, ils pri-

vilégiaient mes frères et sœurs. Je recevais toujours ma part en dernier. Ils ne m'embrassaient jamais», raconte-t-il, le regard fixé au lointain, comme s'il revivait cette période de sa vie dans sa tête. Son père aussi est moins affectueux. Ce dernier refuse de l'envoyer au collège après l'obtention de son Certificat d'études du premier degré (cepd). Malgré les supplications de sa mère, le père préfère plutôt miser sur l'éducation de ses autres fils et filles «normaux».

## Un enfant sans avenir ?

«Pour papa, j'étais un bon à rien. Ma mère l'a quand même convaincu de me payer une formation dans un atelier de réparation des télévisions et radios. Ce qu'il a fait», se souvient

Flavien. Là encore, son handicap le poursuit. Son patron qui le regarde «toujours bizarrement», lui confie rarement des tâches à faire. Néanmoins, au bout de trois années, il obtient son diplôme de fin de formation. «J'étais conscient que je n'avais pas appris grand-chose. Je pense que mon patron m'a délivré ce diplôme parce qu'ils voulaient se débarrasser de moi. Je le gênais en fait», affirme Flavien qui, malgré cette fatalité, ne se décourage pas pour autant. Pour avoir un peu d'argent, il coud les chaussures des voisins. Au bout de deux ans, il approfondit son apprentissage auprès d'un cordonnier au marché de son village, Kpélé Adéta. Agé de 29 ans aujourd'hui,

Flavien assure que ces années «sombres» sont derrière lui. «Durant mon enfance, j'ai été condamné pour une faute que je n'avais pas commise. Ma mère m'a toujours dit que je suis né avec ce problème des deux pieds. Je n'ai jamais marché de ma vie. Même si on se moque toujours de moi, je m'en fous», lâche-t-il.

Béatrice Laté, la quarantaine sonnée, est également une handicapée motrice. La moquerie, elle la subit tous les jours au marché de Gbossimé où elle vend les condiments secs. Elle se demande d'ailleurs si les «nombreuses difficultés» qu'elle rencontre dans sa vie sont dues au fait qu'elle soit une handicapée. Béatrice

explique qu'avec sa chaise roulante, il est très difficile pour elle d'accéder à son comptoir, à cause des passages étroits du marché. Pourtant, malgré ses appels à l'aide chaque jour, aucune personne ne lui vole au secours dans ce marché aux entrées encombrées de monde et de marchandises. Ce que Béatrice entend en retour? «Dieu n'était pas fou pour vous rendre comme ça». Et ce n'est pas tout. Dans la maison où elle loue une pièce, elle reçoit le même traitement. «Pire, les gens me traitent comme si j'étais une paria. Comme si je n'avais pas le droit de vivre. Rien que ma vue les énerve», s'étonne la jeune femme, comme si elle n'en croyait toujours pas d'être traitée ainsi. Béatrice ajoute, le ton triste : «J'ai marché jusqu'à l'âge de trois ans. Après j'ai eu une maladie et j'ai perdu l'usage de mes deux jambes. Ce n'est pas de ma faute. Ces insultes me font trop mal».

## Moqueries à l'école

Collins, élève en classe de seconde A4 dans un lycée, évoque son quotidien à l'école, les larmes aux yeux. «Un jour, en classe de 5ème, un enseignant m'a appelé handicapé devant tous les 53 élèves de la classe. Du coup, pour se moquer de moi, certains élèves m'appelaient ainsi», raconte-t-il. Bien plus, certains amis de Collins ont honte de l'aider à manier sa chaise roulante. Cette attitude pousse le jeune homme, pourtant intelligent de la sa classe (il a eu une moyenne de 15,76/20 au BEPC), à se terrer dans son coin. «Je n'ai même pas de petite amie. Est-ce qu'une fille peut m'accepter?», demande-t-il sur le ton de la confiance.

## Sécurité sur les lieux de travail

## Les femmes journalistes aguerries grâce à l'UJIT

Etonam Sossou

Protéger les femmes journalistes contre toute forme d'abus sur les lieux de travail, en cette période de crise sanitaire, est le principal objectif des femmes journalistes d'une formation

de deux jours (29 et 30 juin 2021), à Lomé. Une initiative de l'Union des Journalistes Indépendant du Togo (UJIT), au profit des femmes de médias privés et publics, qui s'inscrit dans la lutte pour l'égalité entre les sexes, l'élimination de la discrimination dans les

organes de presse et le harcèlement en milieu professionnel. Les participantes, ont été informées sur les droits des Journalistes et les comportements que ces dernières doivent adopter sur le terrain pour se prévenir contre l'infection à la covid-19.

Les deux jours de travaux ont été consacrés à 6 modules, développés par Patricia Adjissekou et Ida Badjo, toutes deux journalistes. Les échanges ont permis d'attirer l'attention des participantes sur les conséquences liées au harcèlement en milieu pro-

fessionnel ainsi que les différentes approches de solution pour y remédier. Il a été également relevé au cours des travaux la discrimination quand au traitement salarial dont est victime les femmes dans les organes de presse

## SNB,

## L'ambree «228» est arrivée

Eric J.

Les consommateurs togolais de la bière ambrée sont aux anges. Depuis tout le temps qu'ils la réclamaient à la Société nouvelle de boissons (SNB), ils viennent d'être satisfaits avec «Djama 228», 228 comme l'indicatif du Togo à l'international. «La particularité de cette bière est déjà le nom. Un nom évocateur de l'enracinement togolais qui communique sur le patrimoine togolais et qui met en exergue la tradition togolaise», fait savoir Hyacinthe Amegnaglo, le directeur commercial et marketing de la SNB. Tout un programme...

Amère, elle est qualifiée par les producteurs de «Bière de caractère»



Conférence de presse de lancement avec Yacinthe Amegnaglo (au centre) et est destinée aux adultes dont l'âge se situe entre 35 et 45 ans. «C'est la bière de la bonne humeur et du sourire», affirme-t-on à la SNB. Elle est reconnaissable par sa couleur roux clair, brassée à partir de malt non torréfié et de malt torréfié (environ 10 % minimum de la quantité totale de malt), d'où cet arôme bien particulière qui rappelle l'odeur des aliments un peu grillés, calcinés. Les autres composants étant l'eau et le houblon. Elle est commercialisée dans une bouteille de 50 cl, identique aux autres bières de la marque mais dont les étiquettes et collerettes s'accordent avec les contre-étiquettes aluminées et les bouchons person-

nalisés. «Djama 228» à 6% d'alcool est positionnée en entrée de gamme et vendue au prix conseillé de 500 FCFA.

Aussitôt produite, aussitôt adoptée par les consommateurs qui n'en disent que du bien. «C'est la bière qui me convient et que j'attends depuis. Elle est bien forte et j'aime son goût», affirme un consommateur attablé dans

un bar de la capitale. Une affirmation qui fait écho à celle de la SNB qui estime que le nouveau produit a été accueilli favorablement avec enthousiasme. Avec la «Djama 228», la SNB complète ainsi sa gamme de bière locale, les précédentes étant la «Djama Pilsner», la «Djama Lager» (des bières blondes) et la «Djama panachés».

## Trois semaines après un premier cas confirmé par des analyses

Grippe aviaire à Djagblé : la zone d'infection du 2<sup>ème</sup> cas est cernée

Communiqué, le 28 juin 2021 – Le jeudi 3 juin 2021, sur appel du responsable d'une ferme avicole située dans le canton de Djagblé (préfecture de Zio), pour cause de mortalité massive de volailles, une équipe conjointe de la direction de l'élevage et de la direction régionale de la santé Maritime s'y est rendue. Une forte suspicion de grippe aviaire y a été constatée. Les prélèvements envoyés au laboratoire de référence de Padoue en Italie ont confirmé la présence effective du virus de la grippe aviaire dans ladite ferme.

Un second cas a été signalé le vendredi 25 juin 2021 dans la même zone d'infection. Un test de diagnostic rapide et une analyse PCR des échantillons au laboratoire

central vétérinaire de Lomé ont confirmé la présence de la grippe aviaire dans cette zone.

Les mesures conservatoires ont été renforcées, ce qui a permis de limiter jusqu'à ce jour les cas déclarés à la zone d'infection. Ces mesures sont, entre autres : l'abattage, l'incinération et l'enfouissement des cadavres de volailles ; la destruction des œufs, de la provende et du matériel d'élevage (mangeoires, alvéoles et litières) ; la désinfection des poulaillers et des magasins de stockage ; la mise sous quarantaine de l'exploitation avicole incriminée ; l'interdiction de mouvements des volailles, la fermeture des marchés à volailles et des provenderies dans le canton de Djagblé pour une durée de 30 jours ; la prise en charge

médicale des personnes cibles ayant eu des contacts avec la ferme avicole.

Les ministres de la Santé, de l'hygiène publique et de l'accès universel aux soins, de l'Environnement et des ressources forestières, et de l'Agriculture, de l'élevage et du développement rural saisissent, une fois encore, cette occasion pour féliciter les éleveurs pour leur collaboration et les appellent au respect scrupuleux des mesures de biosécurité dans leurs élevages afin de contenir la maladie. Ils invitent l'ensemble de la population togolaise à la vigilance, en rapportant aux services vétérinaires les plus proches de leurs localités, tout cas de mort subite et massive de volailles ou d'oiseaux sauvages.

## Loterie Nationale Togolaise

## COMMENTAIRE DU TIRAGE N°1588 DE LOTO BENZ DU 25 - 06 - 2021

Chers amis parieurs, c'est avec joie que nous vous retrouvons pour procéder au tirage N°1589 de LOTO BENZ de ce mercredi 30 Juin 2021.

Lors du précédent tirage de LOTO BENZ, des gros lots ont été enregistrés à LOME et à KARA. Dans les autres villes du pays, ce sont essentiellement des lots intermédiaires, c'est-à-dire des lots d'un montant inférieur à 1.000.000F CFA qui ont été enregistrés.

A LOME, la LONATO a recensé un lot de 1.000.000F CFA, gagnés auprès des opérateurs 70338.

La ville de KARA n'est pas en reste avec un lot de 1.250.000F CFA remporté sur le point de vente 10023.

La remise des lots se fera à LOME au siège de la LONATO, et à l'intérieur du pays dans les agences régionales.

Avec la LONATO, jouez petit et gagnez gros.

BONNE CHANCE A TOUS !!!

## LOTO BENZ

Résultats du tirage N°1589 de LOTO BENZ du 30 Juin 2021

Numéro de base

14 41 28 27 36



# SURFEZ EN TOUTE MOBILITÉ

OFFREZ-VOUS LE F1 MAX



+

**60 GO**

=

**38 000 FCFA**

Bonus de 60Go valable 30 jours. Offre valable jusqu'au 27 juillet 2021.

TOGOCOM CHANGE POUR VOUS

togocom.tg

